

ATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/3954  
23 octobre 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session  
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CHAPITRE VI, SECTIONS I ET III;  
CHAPITRES VII, SECTIONS I, II, III, IV, V, VI, VIII ET IX)

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : Mlle Florence ADDISON (Chana)

1. Lorsqu'elle a réparti les travaux se rapportant au point 12 de l'ordre du jour : sa treizième session, l'Assemblée générale a décidé, à sa 752ème séance plénière tenue le 22 septembre 1958, de renvoyer à la Troisième Commission pour examen et rapport, les chapitres VI et VII du rapport du Conseil économique et social (A/3848)<sup>1/</sup>.
2. La Commission a décidé d'examiner la section II du chapitre VI lorsqu'elle aborderait le point 31 de l'ordre du jour (Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), la section VII du chapitre VII lorsqu'elle aborderait le point 35 de l'ordre du jour (Liberté de l'information, et la section X du chapitre VII lorsqu'elle aborderait le point 34 de l'ordre du jour (Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme; pour ce dernier point, voir le rapport de la Commission sur la question (A/3951)).
3. La Commission a examiné les autres sections des chapitres VI et VII de sa 837ème à sa 845ème séance, entre le 30 septembre et le 8 octobre 1958.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

4. Le Président du Conseil d'administration du FISE a appelé l'attention sur la situation financière à laquelle le Fonds devrait faire face en 1959. Il a souligné

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 3, (A/3848).

/...

que les demandes d'assistance qu'on s'attendait à recevoir des gouvernements en 1959 s'élèveraient au total à environ 26,3 millions de dollars, soit près de 3 millions de dollars de plus que la moyenne des trois dernières années. A moins que les contributions de gouvernements n'augmentent, le FISE ne pourrait fournir l'aide accrue ainsi demandée. Les Etats-Unis d'Amérique, principal pays donateur, avaient annoncé une contribution de 11 millions de dollars pour 1959 à condition qu'un montant égal soit versé par l'ensemble des autres pays. Si les contributions des gouvernements atteignaient ainsi 22 millions de dollars en 1959, le FISE pourrait, compte tenu de ses autres ressources, faire des allocations d'un montant total de 26,3 millions de dollars. Pour 1958, les pays autres que les Etats-Unis devaient verser 8,9 millions de dollars. Il leur faudrait donc fournir en 1959, 2,1 millions de dollars de plus, soit une augmentation moyenne de 25 pour 100.

5. Résumant les principales considérations dont le FISE s'inspire pour s'attaquer aux problèmes de sa compétence, le Président du Conseil d'administration a souligné que le Conseil accordait de préférence une assistance aux programmes dont l'objectif principal était la prévention et qui remplissaient la double condition d'être adaptés aux possibilités économiques et administratives des pays intéressés et de pouvoir aboutir à l'organisation de services permanents. Il pensait que, dans la mesure du possible, les mesures particulières intéressant la santé, la nutrition et le bien-être des enfants devaient s'insérer de façon harmonieuse dans des programmes plus vastes visant à élever les niveaux de vie de la famille et de la communauté. La coordination entre le FISE et les autres institutions des Nations Unies était constamment renforcée, et l'action du Fonds était devenue un complément essentiel des activités d'assistance technique. Le Conseil d'administration se préoccupait d'élaborer des plans non seulement pour l'avenir immédiat, mais pour une époque plus éloignée. Le FISE bénéficiait d'un appui privé important; une étude critique des méthodes de coopération pratique avec les organisations non gouvernementales à laquelle le Conseil d'administration avait récemment procédé, devait permettre de rendre cet appui encore plus efficace à l'avenir.

6. Au cours de la discussion, de nombreuses délégations ont rendu hommage à l'assistance fournie par l'intermédiaire du FISE. On a souligné la vaste portée géographique de l'aide du FISE qui s'étendait maintenant à environ 100 pays et territoires. Grâce à cette aide, les gouvernements avaient pu élaborer et financer

plus de 325 programmes dont plus de 50 millions d'enfants bénéficieraient en 1958. On a considéré que le FISE illustrait de façon remarquable un type d'activité symbolisant les buts les plus larges des Nations Unies. On a également souligné que le FISE servait à concentrer l'attention sur les besoins des enfants et sur les moyens efficaces d'y faire face; un certain nombre de délégations ont mentionné à titre d'exemple l'assistance prêtée par le FISE à leurs pays. Les possibilités d'aide efficace augmentaient du fait de l'expérience acquise et d'une planification plus générale de la part des gouvernements. On a spécialement noté l'action catalytique du principe de la contrepartie de l'assistance accordée.

7. On a tout particulièrement insisté sur l'importance économique et sociale toujours croissante de l'aide du FISE, et sur la coordination plus poussée assurée pour la planification d'ensemble et pour les différends projets, entre le FISE et les autres institutions des Nations Unies. L'instauration au cours de l'année écoulée de relations plus étroites entre le FISE, la Direction des affaires sociales de l'ONU et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a été signalée comme spécialement satisfaisante; on a exprimé l'espoir que cette collaboration continuerait à se renforcer. On a souligné qu'en élaborant les programmes à l'avenir, il serait nécessaire de coordonner avec soin et de réévaluer constamment les activités afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles compte tenu des demandes nouvelles et variées. A cet égard, on a suggéré que le Conseil d'administration réexamine à sa prochaine session l'organisation de ses travaux et de ceux du Comité du programme en vue d'en accroître l'efficacité.

8. Ont été mentionnés comme particulièrement intéressants les programmes visant à intensifier l'aide aux services de base de protection maternelle et infantile, à accroître l'efficacité des activités de nutrition des enfants et à prêter une assistance dans le cadre des programmes de développement communautaire. Un certain nombre de délégations ont souligné l'intérêt à long terme d'une aide accrue à la formation du personnel national affecté aux programmes bénéficiant de l'assistance du FISE. On a appelé l'attention sur le rôle important du FISE dans le financement de l'éradication du paludisme et sur le fait que le Conseil d'administration devait réexaminer en 1959 l'équilibre à établir entre les divers types de programmes, compte tenu de l'expérience acquise par le Fonds pendant les quelques années où il a fourni une assistance beaucoup plus notable pour l'éradication du paludisme.

9. Plusieurs délégations ont fait l'éloge des organisations non gouvernementales qui ont collaboré avec le FISE, et exprimé l'espoir que des relations encore plus profitables pour tous s'établiraient à l'avenir.

10. Nombre de délégations ont fait observer que si les réalisations obtenues grâce à l'aide du FISE avaient été remarquables, l'assistance fournie était encore très insuffisante au regard de ce qui restait à accomplir. Les contributions des gouvernements n'augmentaient pas suffisamment vite pour faire face aux demandes d'aide de plus en plus importantes et à la hausse du coût des fournitures. Pour poursuivre et intensifier ses activités et en élargir la portée, le FISE devrait recevoir des gouvernements des contributions plus généreuses.

11. Un projet de résolution a été présenté par le Canada, la Colombie, la France, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, le Libéria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, la Pologne, la République Arabe Unie, la République Dominicaine et la Yougoslavie (A/C.3/L.667); le dispositif visait à ce que l'Assemblée générale : 1) exprime l'espoir que tous les gouvernements verseront au FISE des contributions aussi généreuses que possible; 2) félicite le Fonds de l'oeuvre humanitaire remarquable qu'il a accomplie.

12. Les représentants du Libéria et du Pakistan ont proposé oralement de supprimer le mot "humanitaire" au paragraphe 2 du dispositif. Les auteurs du projet de résolution ont accepté cette modification. La représentante de l'Irak a proposé de réintroduire ce mot au paragraphe 2 du dispositif, mais elle a ultérieurement retiré sa proposition.

13. A sa 843<sup>ème</sup> séance, la Commission a adopté à l'unanimité le projet de résolution des quatorze Puissances (A/C.3/L.667) ainsi modifié (voir le paragraphe 57 ci-dessous; projet de résolution I).

#### Formulation de politiques sociales liées au développement économique

14. Plusieurs délégations ont souligné que dans les travaux du Conseil économique et social, l'accent avait été mis davantage sur les questions économiques que sur les questions sociales, ainsi qu'il ressortait des rapports de cet organe. A cet égard, on a appelé l'attention sur l'interdépendance du développement économique et du développement social. On a exprimé l'espoir que le Conseil prendrait des mesures en vue de rétablir l'équilibre.

15. Quelques délégations ont accueilli avec satisfaction les plans d'action concertée entre différentes organisations décrits dans les résolutions 665 (XXIV) et 694 (XXVI) du Conseil. On a estimé que cette dernière résolution, dont une partie concerne l'évaluation des programmes pour la période 1959-1964, marquait un progrès important vers la solution de nombreuses questions sociales. Elle permettrait d'assurer une coordination plus étroite entre les diverses institutions ainsi que de donner aux gouvernements et au public une idée précise des objectifs de l'action internationale et des résultats obtenus grâce à elle.

16. L'Argentine, l'Ethiopie, le Ghana, l'Indonésie, le Libéria, le Maroc, les Philippines, la République Arabe Unie, le Soudan et la Tunisie ont présenté un projet de résolution (A/C.3/L.666/Rev.1) tendant à ce que l'Assemblée générale invite le Conseil économique et social à formuler aussitôt que possible, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, à l'intention des gouvernements, des recommandations concernant des politiques et des programmes sociaux conçus de façon à : 1) Accélérer la croissance économique au moyen d'augmentations de la productivité; 2) Réduire au minimum les problèmes sociaux résultant des changements économiques et technologiques ainsi que de l'urbanisation rapide; et 3) Favoriser une répartition équitable du revenu national.

17. Après une brève discussion, les auteurs, auxquels s'étaient joints l'Irak et la Libye ont soumis à la Commission une nouvelle version de ce projet de résolution (A/C.3/L.666/Rev.2). Le texte révisé était le suivant :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1161 (XII) du 26 novembre 1957 sur le "Progrès économique et social équilibré et intégré",

Notant avec satisfaction l'attention accrue accordée par le Conseil économique et social aux aspects sociaux du développement économique dans le mandat de la Commission économique pour l'Afrique et la modification envisagée du mandat des autres commissions économiques régionales,

Reconnaissant que des problèmes spéciaux se posent aux pays dont les ressources sont insuffisamment mises en valeur pour assurer un développement économique et social équilibré,

Reconnaissant que, pour favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, comme le demande l'Article 55 de la Charte des Nations Unies, il faut non seulement accroître la productivité économique générale des pays intéressés, mais encore élever les niveaux de vie familiaux notamment en évitant une répartition inéquitable du revenu national,

/...

Consciente de l'interdépendance étroite du développement économique et social,

Invite le Conseil économique et social, en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, à formuler aussitôt que possible, à l'intention des gouvernements, des recommandations concernant des politiques et des programmes sociaux destinés à :

1. Accélérer la croissance économique au moyen d'augmentations de la productivité;
2. Réduire au minimum les problèmes sociaux résultant des changements économiques et technologiques ainsi que de l'urbanisation rapide; et
3. Elever les niveaux de vie familiaux en évitant, notamment, une répartition inéquitable du revenu national."

18. Par la suite, les auteurs ont remplacé les mots "productivité économique générale" au quatrième alinéa du préambule et le mot "productivité" à l'alinéa 1) du dispositif par les mots "production nationale".

19. A l'appui du projet de résolution commun, on a fait valoir que se dessinait une nouvelle tendance qui permettrait aux organes des Nations Unies de traiter comme il convient les aspects sociaux du développement économique. Les auteurs s'étaient efforcés de traduire cette tendance dans leur projet de résolution. La nécessité d'adapter le rythme du développement social à celui du développement économique se faisait surtout sentir dans les pays sous-développés. De plus, le revenu national devait être réparti équitablement non seulement entre les individus, mais aussi entre les diverses régions d'un même pays. On a souligné que tout progrès économique serait impossible tant que l'assainissement, le niveau d'instruction, le logement, la sécurité de l'emploi, etc., n'auraient pas été suffisamment améliorés.

20. Plusieurs représentants se sont réjouis de la création de la Commission économique pour l'Afrique et ont fait l'éloge de son mandat, en vertu duquel la Commission, tout en n'étant pas un organe essentiellement social, contribuerait au progrès économique et social du continent africain. On a également pris note avec satisfaction de la création de divisions des affaires sociales aux secrétariats des Commissions économiques pour l'Asie et l'Extrême-Orient et pour l'Amérique latine.

21. La représentante du Secrétaire général a rappelé les mesures déjà prises par le Conseil économique et social et par la Commission des questions sociales en vue de présenter aux gouvernements des recommandations relatives aux programmes sociaux.

Elle a notamment appelé l'attention sur le rapport établi en exécution de la résolution 585 (XX) du Conseil par un groupe de travail composé d'experts de pays parvenus à divers stades de développement économique, social et culturel. Ce rapport sur une politique coordonnée en matière de niveaux de vie familiaux était le fruit d'une collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et diverses institutions spécialisées.

22. Les adversaires du projet de résolution ont déclaré que ce texte était quelque peu prématuré et trop général pour que les recommandations qu'il contenait aient une valeur réelle. Quelques délégations ont estimé que les questions de productivité, de production et de revenu national relevaient de la compétence du Conseil économique et social ou de la Deuxième Commission.

23. Les Etats-Unis d'Amérique ont présenté deux amendements (A/C.3/L.669) au projet de résolution révisé des douze Puissances (A/C.3/L.666/Rev.2); il s'agissait de remplacer à la fin du quatrième alinéa du préambule les mots "en évitant une répartition inéquitable du revenu national" par les mots "grâce à une utilisation appropriée du revenu national" et de substituer au dispositif le texte suivant :

"Prie le Conseil économique et social de formuler aussitôt que possible, après consultation des institutions spécialisées intéressées, à l'intention des gouvernements, des recommandations concernant des politiques et des programmes sociaux destinés à accroître le revenu national et à élever les niveaux de vie familiaux, par exemple :

1) Des programmes sanitaires et éducatifs visant à accélérer la croissance économique;

2) Des services sociaux visant à résoudre les problèmes qui résultent des changements économiques et technologiques et de l'urbanisation rapide."

24. La représentante du Royaume-Uni a proposé oralement les deux amendements suivants au texte révisé du projet de résolution des douze Puissances :

a) Remplacer, au deuxième alinéa du préambule, les mots "et la modification envisagée du mandat des autres commissions économiques régionales" par les mots "et la décision qu'a prise le Conseil de demander aux autres commissions économiques régionales d'examiner la question et de faire connaître leur avis à ce sujet";

/...

- b) Remplacer, dans le paragraphe d'introduction du dispositif, les mots "à formuler aussitôt que possible, à l'intention des gouvernements, des recommandations concernant des politiques et des programmes sociaux destinés à" par les mots "à étudier aussitôt que possible quels seraient les politiques et programmes sociaux les plus propres à". Ce second amendement s'appliquait aussi à l'amendement des Etats-Unis.

25. Le représentant du Maroc, au nom des auteurs du projet de résolution, a accepté l'amendement du Royaume-Uni au deuxième alinéa du préambule.

26. Le représentant de l'Arabie Saoudite a proposé oralement les amendements ci-après au projet de résolution révisé :

- a) Ajouter, à la fin de l'alinéa 1) du dispositif, le texte suivant :  
"notamment par la mise en oeuvre de programmes sanitaires et éducatifs appropriés";
- b) Remplacer l'alinéa 2) du dispositif par le texte proposé par les Etats-Unis (A/C.3/L.669), précédé du mot "Développer".

27. Les amendements de l'Arabie Saoudite ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution révisé des douze Puissances.

28. A sa 844<sup>ème</sup> séance, la Commission a voté comme suit sur le texte révisé du projet de résolution (A/C.3/L.666/Rev.2), modifié conformément aux amendements présentés oralement :

- a) Le premier alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.
- b) Le deuxième alinéa du préambule, modifié conformément à l'amendement du Royaume-Uni, a été adopté par 65 voix contre zéro, avec une abstention.
- c) Le troisième alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.
- d) L'amendement des Etats-Unis au quatrième alinéa du préambule (A/C.3/L.669) a été adopté, à la suite d'un vote par appel nominal, par 28 voix contre 25, avec 14 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Irlande, Italie, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie, Union Sud-Africaine, Uruguay.

/...



Ont voté contre : Albanie, Arabie Saoudite, République socialiste soviétique de Biélorussie, Birmanie, Bulgarie, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Libéria, Maroc, Mexique, Pologne, République Arabe Unie, Roumanie, Soudan, Tchécoslovaquie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Grèce, Iran, Israël, Japon, Liban, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Venezuela.

- e) Le quatrième alinéa du préambule, ainsi modifié, a été adopté par 51 voix contre 2, avec 13 abstentions.
- f) Le cinquième alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.
- g) L'amendement oral du Royaume-Uni au paragraphe d'introduction du dispositif a été adopté par 35 voix contre 20, avec 11 abstentions.
- h) Le remplacement des mots "Invite... à" par les mots "Prie... d'" au début du dispositif a été adopté par 42 voix contre 2, avec 17 abstentions.
- i) Le paragraphe d'introduction du dispositif, ainsi modifié, a été adopté par 50 voix contre une, avec 13 abstentions.
- j) L'alinéa 2) du dispositif, modifié conformément à l'amendement des Etats-Unis (A/C.3/L.669) et à l'amendement présenté oralement par l'Arabie Saoudite, a été adopté à l'unanimité.
- k) L'alinéa 3) du dispositif a été adopté par 41 voix contre 16, avec 9 abstentions.
- l) L'ensemble du projet de résolution, ainsi modifié, a été adopté par 57 voix contre 2, avec 7 abstentions (voir le paragraphe 57 ci-dessous; projet de résolution II).

#### Contrôle international des stupéfiants

29. Plusieurs délégations ont souligné les progrès accomplis en matière de codification de la législation relative aux stupéfiants. On a noté avec une profonde satisfaction que la Commission des stupéfiants avait achevé la Convention unique sur les stupéfiants et que le Conseil économique et social avait recommandé la convocation d'une conférence de plénipotentiaires pour examiner et adopter cet instrument. On a aussi trouvé encourageant que le nombre des adhésions à la

/...

Convention de 1931 et au Protocole de 1948 augmente chaque année. On a regretté en revanche que les pays producteurs d'opium n'adhèrent pas plus rapidement au Protocole de 1953, et retardent de ce fait son entrée en vigueur.

30. Quelques délégations ont déclaré qu'en dépit des importants progrès accomplis, le problème du trafic illicite et celui de la toxicomanie n'avaient à peu près rien perdu de leur gravité. On a demandé instamment que les autorités compétentes imposent des peines sévères aux délinquants et coopèrent étroitement avec les autorités des autres pays intéressés. On a fait observer en outre que le contrôle devrait s'exercer non seulement dans les pays producteurs, mais aussi dans les pays de transit et de consommation. En revanche, on s'est félicité de ce que les détournements du marché licite vers le marché illicite soient maintenant insignifiants. On a exprimé l'avis qu'il convenait de renforcer les mesures internationales destinées à lutter contre le trafic illicite et fait l'éloge à cet égard de la résolution 688 (XXVI) du Conseil. Il était notoire qu'un certain nombre de pays ne disposaient pas des ressources nécessaires pour entreprendre les programmes voulus dans ce domaine et la résolution en question demandait au Secrétaire général d'étudier la situation en consultation avec les institutions spécialisées intéressées et de présenter des propositions.

31. Un grand nombre de délégations ont félicité le Gouvernement de l'Afghanistan qui a courageusement décidé d'interdire la culture du pavot et ont exprimé l'espoir que les divers problèmes auxquels l'Afghanistan devrait faire face en conséquence seraient réglés grâce à la coopération internationale.

32. Le sentiment unanime de la Commission a été reflété dans un projet de résolution présenté par l'Inde (A/C.3/L.670) et visant à ce que l'Assemblée générale : 1) exprime sa satisfaction de la politique adoptée par l'Afghanistan; 2) prie les organes d'assistance technique compétents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées d'étudier avec une attention particulière les demandes d'assistance technique que le Gouvernement afghan présentera dans ce domaine.

33. Le représentant de l'Inde, tenant compte d'une suggestion faite par la représentante du Royaume-Uni, a remplacé au paragraphe 2 du dispositif les mots "une attention particulière" par les mots "l'attention voulue".

/...

34. En réponse à une question de la représentante du Royaume-Uni, le représentant du Secrétaire général a déclaré que les services de l'Assistance technique s'étaient déjà occupés sérieusement de cette question. Une mission composée de représentants du Gouvernement de l'Afghanistan, des institutions spécialisées et de l'Administration de l'Assistance technique étudierait sur place le type d'assistance qui permettrait de faire face de la façon la plus efficace aux besoins de l'Afghanistan.

35. A sa 845<sup>ème</sup> séance, la Commission a adopté à l'unanimité le projet de résolution (A/C.3/L.670) ainsi modifié (voir le paragraphe 57 ci-dessous; projet de résolution III).

#### Droits de l'homme

36. Plusieurs délégations ont souligné l'importance du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et indiqué à la Commission comment leurs gouvernements se préparaient à le célébrer. Le rôle joué par les organisations non gouvernementales à cet égard a suscité des éloges. Quelques délégations ont estimé que la meilleure façon de célébrer cet anniversaire serait de terminer l'examen des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme.

37. De nombreuses délégations ont noté les progrès enregistrés dans le domaine des droits de l'homme. On a appelé l'attention sur le fait que le monde prenait de plus en plus conscience des problèmes posés par la discrimination, et sur les mesures prises pour la faire disparaître. Les activités des Nations Unies dans ce domaine ont été énumérées. On a exprimé l'espoir que la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession entrerait bientôt en vigueur, et qu'un instrument international relatif à la discrimination dans le domaine de l'enseignement pourrait être élaboré.

38. On a souligné de nouveau qu'il importait de ratifier la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

39. De nombreux orateurs ont rappelé que la Commission de la condition de la femme avait fait d'excellent travail dans le domaine des droits de la femme, comme le prouvaient notamment la Convention sur les droits politiques de la femme et la Convention sur la nationalité de la femme mariée.

/...

40. En revanche, plusieurs délégations ont déclaré que malgré l'oeuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, des violations des droits de l'homme se commettaient dans le monde entier. Certaines ont affirmé qu'une différence existait entre la protection des droits de l'homme dans les Etats métropolitains et leur violation dans les territoires dépendants. On a dit que si des mesures n'étaient pas prises pour que les projets de pactes soient achevés dans un délai raisonnable, l'Assemblée serait saisie de propositions concernant les mesures intérimaires à prendre en ce qui concerne les violations.

41. Quelques délégations ont manifesté un grand intérêt pour les travaux de la Commission des droits de l'homme et souligné l'importance des études sur des questions telles que le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, ainsi que des rapports périodiques relatifs aux droits de l'homme pour la première période de trois ans.

42. Certaines critiques ont été formulées au sujet de la procédure d'examen des communications relatives aux droits de l'homme, mais on a exprimé l'espoir que les travaux du Comité chargé de réexaminer les termes des résolutions 75 (V) et 275 (X) du Conseil amèneraient des améliorations dans ce domaine.

43. Un certain nombre de délégations ont noté avec satisfaction la décision prise par le Conseil d'autoriser le Secrétaire général à réunir une deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination.

#### Coordination des résultats de la recherche scientifique

44. L'Australie a présenté un projet de résolution (A/C.3/L.668) ainsi conçu :

"L'Assemblée générale,

"Constatant les progrès remarquables accomplis depuis quelques années dans le domaine des sciences exactes et naturelles, pures et appliquées,

"Estimant que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées doivent stimuler et favoriser davantage la marche générale de la recherche scientifique vers les buts pacifiques que sont le progrès économique et le bien-être de l'humanité, dans l'intérêt de la paix et de la coopération internationale,

/...

"Reconnaissant la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la coordination de l'activité de ses organes et de celle des institutions spécialisées conformément aux Articles 58 et 63 de la Charte, et notant que le Conseil économique et social a demandé à l'Organisation des Nations Unies et à cinq des institutions spécialisées de procéder à des évaluations de leurs activités et programmes pour la période 1959-1964,

"1. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire, en coopération avec l'UNESCO, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations des Nations Unies qu'intéressent les applications pacifiques de la science, pour qu'une étude soit faite sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles et sur la diffusion et l'application à des fins pacifiques de ces connaissances scientifiques ainsi que sur les mesures que les Nations Unies pourraient prendre pour favoriser la concentration de ces efforts sur les problèmes les plus urgents, compte tenu des besoins des divers pays;

"2. Invite les organisations susmentionnées à coopérer avec le Secrétaire général en la matière;

"3. Prie en outre le Secrétaire général de soumettre ladite étude au Conseil économique et social, à sa vingt-huitième session, afin que le Conseil formule des observations et toutes recommandations appropriées que l'Assemblée générale examinera en même temps que l'étude du Secrétaire général;

"4. Prie le Conseil de transmettre ladite étude à l'Assemblée générale en l'accompagnant de ses observations et recommandations."

45. La Tchécoslovaquie a présenté des amendements (A/C.3/L.671) au projet de résolution; ils tendaient à :

a) Insérer avant le premier alinéa du préambule l'alinéa suivant :

"Rappelant sa résolution 1164 (XII) du 26 novembre 1957 sur le développement de la coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, et la résolution 695 (XXVI) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1958, concernant une étude sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture,";

b) Au paragraphe 1 du dispositif, supprimer à la première ligne les mots "de faire le nécessaire", et insérer à la troisième ligne après les mots "les applications pacifiques de la science", le membre de phrase suivant : "de faire le nécessaire, en tenant compte du rapport qui doit être préparé par l'UNESCO en application de la résolution 695 (XXVI) du Conseil économique et social".

46. Le représentant du Canada a proposé oralement d'apporter au projet de résolution australien les modifications suivantes :

- a) Rédiger comme suit le commencement du paragraphe 1 du dispositif :  
"Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire, en coopération avec l'UNESCO et les autres institutions spécialisées qu'intéressent les applications pacifiques de la science, ainsi qu'avec l'Agence internationale de l'énergie atomique...";
- b) Supprimer, à la fin du paragraphe 3 du dispositif, le membre de phrase :  
"que l'Assemblée générale examinera en même temps que l'étude du Secrétaire général".

47. Le représentant de l'Australie a déclaré, à l'appui de son projet de résolution, qu'on était parvenu à un stade où l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pourraient stimuler et favoriser davantage la marche générale de la recherche scientifique vers des buts pacifiques. Il a cité divers exemples qui illustrent le progrès de la science et de la technologie dans presque tous les pays. Il a souligné que des organismes et différents organes privés ou publics s'occupant de recherche scientifique existaient un peu partout mais qu'ils se préoccupaient spécialement des problèmes particuliers à leur propre pays. Une certaine coordination s'imposait donc, et le projet de résolution visait à mettre à profit les ressources des Nations Unies pour concentrer les efforts sur les problèmes les plus importants et pour assurer une diffusion plus large et plus rapide des résultats obtenus.

48. Plusieurs délégations ont appuyé le projet de résolution australien et les amendements tchécoslovaques y relatifs. On a estimé que l'étude envisagée aiderait dans une mesure notable à éviter le gaspillage de ressources et d'efforts qui résulte de la diffusion insuffisante des découvertes scientifiques réalisées dans les divers pays.

49. Le représentant de l'UNESCO a rappelé que, depuis sa création, son Organisation n'avait cessé de mettre en oeuvre des programmes importants intéressant le domaine de la recherche. Il a évoqué à ce sujet une résolution adoptée en 1956 par la Conférence générale qui définit la ligne d'action de l'UNESCO à cet égard. Les ressources limitées dont elle disposait avaient amené l'Organisation à concentrer ses efforts sur un certain nombre de projets prioritaires touchant la mise en

valeur des terres arides, l'océanographie, la zone tropicale humide, la biologie cellulaire, les nouvelles sources d'énergie (autres que l'atome), etc. En ce qui concerne la diffusion, l'UNESCO avait créé depuis 1947 des postes de coopération scientifique au Caire, à New Delhi, à Djakarta et à Montevideo, organisé des expositions itinérantes et fourni une assistance technique dans le domaine de l'enseignement. Elle avait coopéré avec diverses organisations non gouvernementales telles que le Conseil international des unions scientifiques, le Conseil des organisations internationales des sciences médicales, l'Union des associations techniques internationales, la Fédération des services astronomiques et géophysiques, etc... auxquelles elle avait versé des subventions. L'UNESCO continuerait à mettre en oeuvre les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ayant trait à des questions connexes, et elle était prête à utiliser tous les moyens dont elle disposait pour mettre en oeuvre la résolution proposée. Elle pensait que les trois domaines prévus dans le projet de résolution, à savoir la recherche, la diffusion des connaissances scientifiques et leurs applications, intéressaient à des degrés divers les autres institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

50. Le représentant de l'CMS a fait un exposé sur les mesures prises par son organisation pour encourager et coordonner la recherche dans le domaine des sciences médicales ou appliquées à la médecine et il a assuré la Commission que l'CMS était disposée à apporter toute sa contribution à l'étude envisagée.

51. Le représentant du Secrétaire général a souligné l'importance de l'étude envisagée, mais a suggéré que l'auteur du projet prévoie pour son achèvement un délai plus généreux que ne le faisait son texte. La représentante du Royaume-Uni a appuyé cette suggestion et exprimé l'opinion qu'on pourrait prier le Secrétaire général de soumettre une étude préliminaire à la vingt-huitième session du Conseil, et une étude définitive à la trentième session.

52. Tenant compte de ces suggestions, le représentant de l'Australie a remplacé, au paragraphe 3 du dispositif, les mots "vingt-huitième session" par les mots "trentième session", étant entendu que le Secrétaire général présenterait à la vingt-huitième session un rapport sur l'état des travaux.

53. Le représentant de l'Australie a également accepté : a) le premier amendement tchécoslovaque (A/C.3/L.671), sous réserve qu'il constitue le troisième alinéa du préambule plutôt que le premier, modification qui a été acceptée par la Tchécoslovaquie; b) le deuxième amendement tchécoslovaque, sous une forme suggérée par le représentant de l'Arabie Saoudite, à savoir celle d'une nouvelle phrase ajoutée au paragraphe 1 du dispositif et conçue comme suit : "Le Secrétaire général est prié de tenir compte, lorsqu'il fera le nécessaire pour cette étude, du rapport qui doit être préparé par l'UNESCO en application de la résolution 695 (XXVI) du Conseil économique et social"; c) les deux amendements oraux du représentant du Canada (voir le paragraphe 46 ci-dessus).

54. A sa 845ème séance, la Commission a adopté, par 71 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution australien (A/C.3/L.668) ainsi modifié (voir le paragraphe 57 ci-dessous; projet de résolution IV).

Coopération internationale dans les domaines de la science,  
de la culture et de l'éducation

55. Plusieurs délégations ont souligné qu'il était urgent de développer les relations d'ordre culturel, scientifique, artistique, éducatif et autre entre les nations. Certaines d'entre elles ont critiqué l'accueil réservé par le Conseil aux demandes de l'Assemblée générale à ce sujet et ont estimé que le rapport du Conseil ne faisait à cette question qu'une place insuffisante; elles ont regretté que la question soit traitée dans un chapitre qui n'était habituellement pas renvoyé à l'une des Commissions de l'Assemblée. Elles ont exprimé l'espoir que l'étude préparée par l'UNESCO en application de la résolution 695 (XXVI) du Conseil constituerait une base solide en vue d'une action ultérieure.

56. Le représentant de l'UNESCO a indiqué quelles mesures son Organisation avait déjà prises pour mettre en oeuvre cette résolution. Il a précisé qu'étant donné l'importance de la tâche à accomplir et le volume de travail qu'elle requerrait, le Conseil exécutif de l'UNESCO avait estimé que l'Organisation ne serait pas en mesure de soumettre l'étude et les recommandations au Conseil avant sa trentième session.



57. En conséquence, la Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants.

Projet de résolution I

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la section I du chapitre VI du rapport du Conseil économique et social<sup>1/</sup>, consacrée au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE),

Constatant avec satisfaction l'importance donnée pendant l'année écoulée au renforcement de la coopération avec la Direction des affaires sociales, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales,

Reconnaissant que l'influence du Fonds sur le développement social et économique va sans cesse croissant,

Reconnaissant également que les occasions d'utiliser efficacement l'aide du FISE sont de plus en plus nombreuses,

1. Exprime l'espoir que tous les gouvernements verseront au Fonds des Nations Unies pour l'enfance des contributions aussi généreuses que possible;
2. Félicite le Fonds de l'oeuvre remarquable qu'il a accomplie.

Projet de résolution II

Formulation de politiques sociales liées au développement économique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1161 (XII) du 26 novembre 1957 sur le "Progrès économique et social équilibré et intégré",

Notant avec satisfaction l'attention accrue accordée par le Conseil économique et social aux aspects sociaux du développement économique dans le mandat de la Commission économique pour l'Afrique, et la décision qu'a prise le Conseil de demander aux autres commissions économiques régionales d'examiner la question et de faire connaître leur avis à ce sujet,

---

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément No 3 (A/3848).

Reconnaissant que des problèmes spéciaux se posent aux pays dont les ressources sont insuffisamment mises en valeur pour assurer un développement économique et social équilibré,

Reconnaissant que, pour favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, comme le demande l'Article 55 de la Charte des Nations Unies, il faut non seulement accroître la production nationale des pays intéressés, mais encore élever les niveaux de vie familiaux, notamment grâce à une utilisation appropriée du revenu national,

Consciente de l'interdépendance étroite du développement économique et social,

Prie le Conseil économique et social, en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, d'étudier aussitôt que possible quels seraient les politiques et programmes sociaux les plus propres à :

- a) Accélérer la croissance économique au moyen d'augmentations de la production nationale, notamment par la mise en oeuvre de programmes sanitaires et éducatifs appropriés;
- b) Développer des services sociaux visant à résoudre les problèmes qui résultent des changements économiques et technologiques et de l'urbanisation rapide;
- c) Elever les niveaux de vie familiaux en évitant, notamment, une répartition inéquitable du revenu national.

### Projet de résolution III

#### Assistance technique à l'Afghanistan

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la résolution 689 H (XXVI) du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1958,

Constatant avec satisfaction que l'Afghanistan, qui était autrefois un important producteur d'opium, a adopté la loi du 2 kaus 1336 (24 novembre 1957), interdisant la culture du pavot en Afghanistan,

Estimant qu'une assistance technique sur le plan du développement économique et social est nécessaire pour appliquer intégralement la politique énoncée dans la loi susmentionnée et réduire au minimum la gravité des incidences économiques et sociales,

/...

Reconnaissant que, pour réussir dans ce domaine, l'Afghanistan a besoin de la coopération internationale,

1. Exprime sa satisfaction de la politique adoptée par l'Afghanistan;
2. Prie les organes d'assistance technique compétents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées d'étudier avec l'attention voulue les demandes d'assistance technique que le Gouvernement de l'Afghanistan présentera dans ce domaine.

#### Projet de résolution IV

##### Coordination des résultats de la recherche scientifique

L'Assemblée générale,

Constatant les progrès remarquables accomplis depuis quelques années dans le domaine des sciences exactes et naturelles, pures et appliquées,

Estimant que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées doivent stimuler et favoriser davantage la marche générale de la recherche scientifique vers les buts pacifiques que sont le progrès économique et le bien-être de l'humanité, dans l'intérêt de la paix et de la coopération internationale,

Rappelant sa résolution 1164 (XII) du 26 novembre 1957 sur le développement de la coopération internationale dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation, et la résolution 695 (XXVI) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1958, concernant une étude qui doit être préparée sur les relations et les échanges internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture,

Reconnaissant la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la coordination de l'activité de ses organes et de celle des institutions spécialisées conformément aux Articles 58 et 63 de la Charte, et notant que le Conseil économique et social a demandé à l'Organisation des Nations Unies et à cinq des institutions spécialisées de procéder à des évaluations de leurs activités et programmes pour la période 1959-1964,

1. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

et les autres institutions spécialisées qu'intéressent les applications pacifiques de la science, ainsi qu'avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour qu'une étude soit faite sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles et sur la diffusion et l'application à des fins pacifiques de ces connaissances scientifiques, ainsi que sur les mesures que les Nations Unies pourraient prendre pour favoriser la concentration de ces efforts sur les problèmes les plus urgents, compte tenu des besoins des divers pays. Le Secrétaire général est prié de tenir compte, lorsqu'il fera le nécessaire pour cette étude, du rapport qui doit être préparé par l'UNESCO en application de la résolution 695 (XXVI) du Conseil économique et social;

2. Invite les organisations susmentionnées à coopérer avec le Secrétaire général en la matière;

3. Prie en outre le Secrétaire général de soumettre ladite étude au Conseil économique et social, à sa trentième session, afin que le Conseil formule des observations et toutes recommandations appropriées;

4. Prie le Conseil de transmettre ladite étude à l'Assemblée générale, en l'accompagnant de ses observations et recommandations.

-----